

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1911

THÈSE

No
150

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PAR

Henri DELAPLANE

Né à Paris, le 6 novembre 1881

Ancien Externe des Hôpitaux

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DE

L'AVORTEMENT CRIMINEL

DANS SES RAPPORTS

AVEC LES THÉORIES NÉO-MALTHUSIENNES

ET LA LÉGISLATION

Président : M. P. BAR, professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine (VI^e)

1911

150

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN MÉDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1911

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PAR

Henri DELAPLANE

Né à Paris, le 6 novembre 1881

Ancien Externe des Hôpitaux

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DE

L'AVORTEMENT CRIMINEL

DANS SES RAPPORTS

AVEC LES THÉORIES NÉO-MALTHUSIENNES

ET LA LÉGISLATION



Président : M. P. BAR, professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine (VI^e)

1911

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

LE DOYEN, M. LANDOUZY

PROFESSEURS

MM.

Anatomie.	NICOLAS
Physiologie.	CH. RICHER
Physique médicale.	GARIEL
Chimie organique et Chimie générale.	GAUTIER
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.	BLANCHARD
Pathologie et Thérapeutique générales.	ACHARD
Pathologie médicale.	WIDAL
Pathologie chirurgicale.	DEJERINE
Anatomie pathologique.	I. ANNELONGUE
Histologie.	PIERRE MARIE
Opérations et appareils.	PRENANT
Pharmacologie et matière médicale.	HARTMANN
Thérapeutique.	POUCHET
Hygiène.	MARFAN
Médecine légale.	CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	THOINOT
Pathologie expérimentale et comparée.	CHAUFFARD
	ROGER
Clinique médicale.	HAYEM
	GILBERT
	DEBOVE
	LANDOUZY
	HUTINEL
Maladies des enfants.	
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	GILBERT BALLE
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	GAUCHER
Clinique des maladies du système nerveux.	
	DELBET
Clinique chirurgicale.	QUENU
	RECLUS
	SEGOND
Clinique ophtalmologique.	DE LAPPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.	ALBARRAN
	BAR
Clinique d'accouchements.	PINARD
	RIBEMONT-DESSAIGNES
Clinique gynécologique.	POZZI
Clinique chirurgicale infantile.	KIRMISSON
Clinique thérapeutique.	ALBERT ROBIN

AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

BALTHAZARD	DESGREZ	LENORMANT	PROUST
BERNARD	DUVAL (P.)	LEQUEUX	RATHERY
BRANCA	GOUGEROT	LERI	REITTERER
BRINDEAU	GREGOIRE	LORPER	RICHAUD
BROCA (A.)	GUENIOT	MACAIGNE	ROUSSY
BRUMPT	GULLAIN	MAILLARD	ROUVIERRE
CAMUS	JEANNIN	MORESTIN	SCHWARTZ
CARNOT	JOUSSET (A.)	MULON	SICARD
CASTAIGNE	LABBE (M.)	NICLOUX	TERRIEN
CHEVAUSSU	LANGLOIS	NOBECOURT	TIFFENEAU
CLAUDE	LAIGNEL-LAVASTINE	OKINCZYC	ZIMMERN
COUVELAIRE	LECENE	OMBREDANNE	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'en tend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MES PARENTS

A MA FEMME

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR P. BAR

Professeur de Clinique obstétricale
à la Faculté de Médecine
Membre de l'Académie de Médecine
Chevalier de la Légion d'honneur

Avant de terminer par cette thèse mes études médicales, j'ai un doux devoir à remplir : remercier tous ceux qui se sont intéressés à moi pendant ma vie d'étudiant. Je veux nommer, parmi mes maîtres dans les hôpitaux, M. le professeur Berger qui fut, par sa vie et par sa mort à l'hôpital, un exemple inoubliable pour nous, M. le professeur agrégé Retterer et M. le professeur agrégé Marion dont la bienveillance ne m'a jamais fait défaut. Que M. Julien, professeur libre d'anatomie, reçoive aussi l'expression de ma reconnaissance pour les conseils et l'appui qu'il a bien voulu me continuer.

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DE
L'AVORTEMENT CRIMINEL
DANS SES RAPPORTS
AVEC LES THÉORIES NÉO-MALTHUSIENNES
ET LA LÉGISLATION

Pendant les remplacements que nous avons faits à la fin de nos études médicales, nous avons été frappé de la quantité considérable d'avortements pour lesquels nous avons été appelé, aussi bien à Paris qu'en province. L'enseignement que nous avons reçu nous avait appris le petit nombre de causes pathologiques de l'avortement et leur proportion relativement faible; aussi, bientôt, avons-nous soupçonné que ces fausses couches que nous voyions étaient provoquées; puis, plus hardi, nous avons posé des questions auxquelles, à notre étonnement, on n'éprouve pas grand embarras pour répondre, célant à peine une ironie à l'égard de notre candeur.

Nous avons voulu savoir si nous avions été le jouet d'une de ces séries si fréquentes en médecine,

ou si nous devions généraliser l'opinion retirée de notre courte pratique. Nos amis interrogés ont confirmé cet avis et nous ont révélé une théorie qui nous semble digne d'être discutée sérieusement.

Aussi, plutôt que de rapporter quelques observations médicales personnelles accompagnées de bibliographie qui risqueraient d'être des rééditions de sujets plus que connus, avons-nous cru pouvoir déroger à la règle habituelle et présenter, comme sujet de notre thèse inaugurale, la discussion des théories malthusiennes de l'avortement. Le sujet est d'actualité, puisque va bientôt venir devant les Chambres la discussion du projet de loi déposé par le ministre de la Justice pour la répression de l'avortement et de la provocation à cet acte. Aussi bien, pensons-nous que le médecin ne doit pas borner son action à soigner les maladies individuelles, mais qu'il doit s'élever à un rôle plus haut et plus grand, celui de chercher à connaître les maladies sociales et à les guérir, non pas seulement par ses remèdes, mais encore par la recherche d'un régime de justice et de moralité plus grandes, et qu'il est loin de se diminuer en devenant un éducateur et un conseiller.

I

Nous assistons, depuis nombre d'années, à un phénomène dont la régularité est trop grande pour qu'on puisse l'envisager comme accidentel : la France se dépeuple et rapidement. Les chiffres de naissance baissent dans des proportions considérables.

1873.....	953.000
1878.....	933.000
1883.....	923.000
1893.....	858.000
1903.....	827.000
1907.....	774.000
1909.....	770.000

Le contraire se produit dans les pays qui nous entourent. En Allemagne, le nombre des naissances entre 1871 et 1875 était en moyenne de 1.619.000 ; il passe en 1906 à 2.022.000. Aux mêmes époques, en Autriche-Hongrie, 1.483.000 et 1.694.000. En Angleterre, 832.000 et 935.000. En Italie, 991.000 et 1.071.000.

Nos voisins n'ont pas été sans le remarquer et le *finis galliæ* est un axiome pour les Allemands ; l'un d'eux écrit que le moment approche où les cinq fils pauvres de la nation allemande viendront à bout du fils unique de la famille de France. Par le progrès de sa dépopulation, disait de Moltke au Reichstag,

la France, sans combattre, perd une bataille tous les jours. Les Anglais nous appellent la nation malade. A la Chambre des communes du 29 mars 1909, on distribuait à tous les membres une carte postale représentant l'Europe future en 1950. L'Allemagne était représentée par une grande tache rouge allant de la mer du Nord à l'Adriatique et du Rhin à la mer Noire, et portant inscrit le chiffre de 250 millions d'habitants. La France était représentée par sa figure actuelle avec le chiffre de 40 millions d'habitants dont la moitié Allemands, disait la carte. Les Japonais nous nomment la nation en train de disparaître : la France, disent-ils, n'a plus qu'une façade très brillante, mais nous n'avons plus à nous inquiéter d'elle, elle a perdu son énergie vitale et l'une des preuves en est déjà la diminution continue de sa natalité.

En France, depuis une dizaine d'années surtout, on s'occupe de cette situation dangereuse ; M. Bertillon publie régulièrement les statistiques de natalité et de mortalité et les commente dans la presse quotidienne, insistant sur le danger que fait courir à la nation une natalité aussi faible. Pour peu que le chiffre des décès soit un peu considérable, la balance entre les morts et les naissances se solde par un déficit de vies humaines ; en 1890, ce déficit était de 37.724 vies, en 1900 de 25.988.

Aussi, en 1901, le Sénat adoptait à l'unanimité la nomination d'une commission extra-parlementaire chargée d'une étude sur la dépopulation et de rechercher les moyens les plus pratiques pour la combattre.

Cette commission, placée sous la présidence de M. Maguin, comprenait des hommes politiques qui s'étaient plus spécialement occupés d'économie politique et de sociologie, des magistrats, des médecins et des accoucheurs, nos maîtres P. Budin et Pinard, des membres de sociétés de bienfaisance, etc.

Cette commission, dès le début de ses travaux, se partageait en deux sous-commissions chargées l'une de la natalité et l'autre de la mortalité infantile.

Il faut bien dire que malheureusement cette grande commission n'a jamais donné son rapport définitif. Les réunions très suivies dès l'abord et très fécondes en enseignement s'espacèrent. La sous-commission de mortalité infantile reçut les travaux inoubliables du professeur Budin et provoqua une campagne extrêmement active contre la mortalité infantile. Depuis ces réunions et par le véritable apostolat du professeur Budin et de ses élèves, nous avons vu se multiplier les œuvres de la préservation de la première enfance, les consultations des nourrissons, les gouttes de lait, et on peut affirmer que de ce côté, du moins, le possible a été fait. La mortalité infantile a diminué dans des proportions considérables. La mortalité générale s'en est fortement ressentie, puisque, en moyenne, la mortalité infantile atteignait le sixième de la mortalité générale. Les chiffres de décès pour 1.000 habitants sont passés de 24,6 0/00 en 1810 à environ 17 0/00.

1810.....	24,6
1814.....	29,3
1819.....	26,2
1828.....	26,0
1832.....	28,5
1836.....	22,3
1845.....	21,2
1849.....	27,3
1855.....	27,4
1859.....	27,9
1865.....	24
1870.....	28,3
1871.....	31,8
1872.....	29,9
1876-1880.....	23,7
1901-1906.....	17,9

La moyenne de la vie humaine s'en est trouvée augmentée ; elle était de trente et un ans en 1829 et passe à trente-huit ans en 1870, quarante-trois ans en 1899, quarante-cinq ans en 1907. Malgré ces victoires bien nettes, le danger reste cependant le même et nous ne voyons pas que la sous-commission de la natalité ait fait œuvre comparable. C'est qu'aussi elle se heurte à des difficultés bien autres. Si des mesures personnelles sont relativement faciles à obtenir pour conserver la vie humaine et lutter contre la mortalité infantile, la tuberculose, l'alcoolisme, la syphilis ou le cancer, il est autrement délicat de faire augmenter le nombre des naissances. Et cependant on peut espérer faire là encore œuvre utile.

Il semblerait que l'augmentation du nombre des

mariages doit augmenter celui des naissances et bon nombre de réformes légales ont été proposées ou adoptées dans ce but. Ceux-ci sont de plus en plus nombreux. En 1806, pour une population de 26 millions d'habitants nous trouvons 210.000 mariages en un an; il y en a actuellement 316.000 pour 39 millions d'habitants, au lieu de 282.000 si le rapport s'était maintenu dans les mêmes proportions.

La proportion des nouveaux mariés par rapport à la population générale va en augmentant : elle a été de 15, 3 pour 1.000 en 1904, de 15,6 en 1905, de 16 en 1907 et de 16, 1 en 1908.

Cette proportion, tout en restant un peu inférieure à celle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie est supérieure à celle de l'Italie et de l'Angleterre.

Proportion des mariages et des nouveau-nés pour 1.000 habitants en 1905.

	Mariages	Naissances
France.....	15,5	20,7
Angleterre.....	15,6	30
Irlande.....	9,6	22,8
Suède.....	11,8	27
Suisse.....	15,2	28,8
Belgique.....	15,6	28,8
Hongrie.....	17,4	40,6
Italie.....	14,2	34,6
Prusse.....	16,4	37
Saxe.....	18,2	39,3
Bavière.....	15,4	36,4
Russie.....	18,3	47,5

Malgré cette nuptialité croissante l'excès des naissances sur les décès reste faible ; pour 1.000 habitants, le chiffre de naissances qui était de 32,2 a baissé à 23, 5 en 1900 et depuis 1900 il diminue régulièrement.

1901.....	23, pour 1000
1902.....	22,6
1903.....	22,1
1904.....	21,9
1905.....	21,6
1906.....	20,6
1907.....	19,7
1908.....	21,1
1909.....	19,6

La proportion des enfants par ménage diminue.

Elle était en 1800 de 4,24 par ménage.

—	1820 de 4,08
—	1840 de 3,26
—	1860 de 3,04
—	1880 de 3,09
—	1900 de 2,95
—	1907 de 2,46

Les familles comptant trois enfants deviennent une exception ; on se retourne sur celles qui ont 4 enfants ; on montrerait presque du doigt celles de 5 enfants et plus.

Cette diminution du nombre des naissances tient surtout à des causes sociales multiples. Le mariage n'est le plus souvent que l'association de deux

intérêts et lorsqu'un enfant presque jamais souhaité, vient à naître, cet événement, loin d'être fêté, est considéré comme un véritable malheur.

Les conditions sociales sont telles, en effet, que la naissance d'un enfant porte un préjudice considérable à la situation matérielle du ménage ouvrier. C'est l'incapacité de travail pour la mère pendant une partie de sa grossesse et au moins pour le temps de ses couches ; ce sont des frais considérables dans l'avenir pour le ménage qui arrive à peine à joindre les deux bouts : augmentation de loyer ; difficulté trop fréquente de trouver un logement à moins de se résigner à un taudis, nid à tuberculose ; augmentation considérable des impôts indirects, etc... La société est ainsi faite qu'elle fait payer comme un luxe, quelquefois expier comme un crime, le fait d'avoir de nombreux enfants.

L'habitude du luxe toujours plus grande, plus à portée de tous, les tentations plus fréquentes du bien-être font qu'on cherche, d'une manière égoïste, à diminuer les charges en restreignant les dépenses altruistes pour pouvoir réserver dans son budget une part croissante aux satisfactions personnelles. Tous tendent à un avenir meilleur, aussi rapproché que possible, et jouir immédiatement de tous les plaisirs de la vie est devenu le principe directeur de la plupart.

Certains ont pensé que l'oubli des pratiques religieuses était pour beaucoup dans cet état d'esprit. Cela nous paraît bien douteux, car si l'église conseille

le « croissez et multipliez » de l'Écriture et déclare que Dieu bénit les nombreuses familles, elle met au-dessus de tout les joies célestes et indique, comme le meilleur moyen de les obtenir, la chasteté, le célibat, le cloître.

D'ailleurs, cette disparition des sentiments religieux est moderne et la diminution de la natalité lui est bien antérieure. Nous voyons de nos jours qu'à la tête des œuvres philanthropiques religieuses, dont le but est de venir en aide aux familles pauvres sont des femmes du monde qui pour la plupart ont peu ou pas d'enfants.

Bien des jeunes filles se marient à l'Église et continuent les pratiques religieuses, après avoir posé comme condition qu'elles auraient peu ou pas d'enfants.

Et cet état d'esprit est général et bien ancien : Tertullien disait déjà que : « L'embarras d'avoir des enfants devrait suffire à nous faire rester célibataires ; les lois humaines obligent les pères à élever leurs enfants parce qu'elles ont prévu qu'aucun homme sage ne voudrait s'en charger de plein gré ».

Il ne faut pas attribuer non plus, croyons-nous, l'abstention de la procréation à l'abandon des idées morales et voir dans la discussion ou la négation de l'idée de Patrie la cause de ce fait.

Le Français n'a pas souvent, si ce n'est après les guerres meurtrières, procréé dans le but de voir la France plus grande et pour assurer sa paix intérieure. Et encore, si les naissances ont été plus nom-

breuses après les grandes guerres, pourrait-on y trouver d'autres causes.

Des économistes admettent que la population s'accroît ou diminue suivant les rapports entre les ressources et les besoins. Encore faudrait-il s'entendre sur ce que sont ces ressources et ces besoins ; il est certain que les ressources d'un ouvrier moderne sont plus considérables que celles du paysan du temps de Louis XIV et que ses besoins ne sont plus comparables. D'autres pensent que le nombre des mariages et des naissances est en raison directe du bon marché des substances. Ce bon marché est une chose très relative étant donné les fluctuations de la valeur de l'argent et de celle du travail, car à des salaires plus élevés correspond une élévation générale du prix de la vie.

C'est, croyons-nous, aux modifications sociales profondes subies par notre pays depuis un demi-siècle, qu'il faut attribuer la cause de cette tendance à diminuer le nombre des naissances.

L'égalité politique jointe à une inégalité économique excitent l'émulation et provoquent chez chacun le désir de s'élever au-dessus de son rang. Tous sont égaux par définition et de même qu'au régiment le soldat de deuxième classe sait qu'il peut devenir officier, l'ouvrier espère devenir patron ou tout au moins devenir riche et jouir de la vie comme le patron. Ces désirs étaient inconnus aux sociétés fortement hiérarchisées et figées en leurs castes nettement limitées.

Chaque individu, au lieu de se résigner à rester éternellement au même niveau comme autrefois, a maintenant l'espoir de monter à un degré d'aisance supérieure. Les ressources qui permettaient d'élever plusieurs enfants servent à faire parvenir un fils unique. La phrase de Jules Simon se vérifie tous les jours : « On ne dit plus : ne crée pas un enfant que tu ne peux nourrir, on dit : ne crée pas un enfant dont tu ne peux faire un bachelier. »

Cela se voit principalement dans les situations où le gain est régulier, modique et limité dans l'avenir, et le fonctionnarisme a fourni à M. Bertillon des statistiques fort intéressantes à ce sujet.

Les instituteurs sont peu prolifiques; 39 o/o n'ont pas d'enfants et sur 100 adultes on compte seulement 115 enfants.

Pour les cantonniers, 48 o/o sont célibataires ou sans enfants et pour 100 adultes il y a 104 enfants; pour 100 douaniers nous trouvons 116 enfants. Chez les employés de l'Imprimerie nationale, 92 enfants pour 100 adultes. Dans l'administration des contributions indirectes, 71 enfants et chez les postiers 69 enfants seulement pour 100 adultes.

Ces constatations pourraient se répéter dans toutes les classes de fonctionnaires de l'État dont le nombre croît de jour en jour, chez les employés de chemins de fer et aussi chez les employés d'administration civile quelconque.

L'assurance du gain régulier, mais modique, du

pain quotidien assuré nous paraît donc une des causes que nous recherchons.

Une autre est dans l'emploi de plus en plus considérable de la femme dans l'industrie. Elle est devenue sur tous les terrains (employées d'administration, dactylographes, ouvrières d'usines) une concurrente redoutable pour l'homme et le nombre des femmes qui travaillent hors de chez elles va croissant dans notre pays plus qu'ailleurs.

En 1895, étaient employés dans l'industrie :

En Allemagne 6.138.759 hommes pour 1.509.379, femmes soit 25 o/o.

En Belgique, 785.767 hommes pour 283.083 femmes, soit 34 o/o.

En France, 3.645.466 hommes pour 1.869.293 femmes, soit 51 o/o.

La femme est devenue un rouage indispensable dans la production industrielle et dans toutes les organisations commerciales ou administratives ; sa production d'énergies n'est prise en considération par personne, ni prévue par aucune organisation sociale. Michelet a depuis longtemps signalé le péril ; sa protestation célèbre est toujours vraie :

Quand les fabricants anglais, énormément enrichis par les machines récentes, vinrent se plaindre à M. Pitt et dirent : « Nous n'en pouvons plus, nous ne gagnons pas assez ! » il dit un mot effroyable qui pèse sur sa mémoire : « Prenez les enfants ! » Combien plus coupables encore ceux qui prirent les femmes, ceux qui ouvrirent à la misère de la

filles des villes, à l'aveuglement de la paysanne, la ressource funeste d'un travail exterminateur et la promiscuité des manufactures !

Qui dit la femme dit l'enfant ; en chacune d'elles qu'on détruit, une famille est détruite, plusieurs enfants et l'espoir des générations à venir.

Barbarie de notre Occident ! La femme n'a plus été comptée pour l'amour, le bonheur de l'homme, encore moins comme maternité et comme puissance de race, mais comme *ouvrière* ! *L'ouvrière* ! mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de fer et qui balancerait à lui seul tous nos prétendus progrès.

Ici arrive la bande serrée des économistes, des docteurs du produit net : « Mais, monsieur, les hautes nécessités économiques, sociales ! L'industrie gênée s'arrêterait ! Au nom même des classes pauvres ! etc. etc. »

La haute nécessité c'est d'être. Et visiblement l'on périt. La population n'augmente plus et elle baisse en qualité. La paysanne meurt de travail, l'ouvrière de faim. Quels enfants faut-il en attendre ?

L'abaissement des salaires, la diminution des heures de travail venant encore les amoindrir, l'augmentation du prix de la vie matérielle, toutes ces causes font que la femme doit aider le mari ou le père à gagner l'argent nécessaire au ménage. Même alors que celui-ci gagne suffisamment, la femme continue l'habitude qu'elle a prise, jeune fille, d'aller à l'atelier ; son salaire sert alors à augmenter le bien-être du ménage, créant ainsi de nouveaux besoins dont on

ne pourra plus se défaire. L'enfant n'est guère compris dans ce budget.

Dans les classes aisées l'enfant est également, sinon davantage redouté : M. Bertillon a prouvé que les cantons les plus riches sont ceux où les naissances sont les plus rares. Le souci de la fortune à partager est une des causes qui fait restreindre la natalité. Dès que cette préoccupation disparaît, la natalité s'élève et nous n'en voulons pour preuve que le très intéressant phénomène sociologique rapporté dans la thèse de Lancry :

Fort Mardick (Nord), près Dunkerque, est une commune constituée par Louis XIV d'après les principes qui sont encore en usage aujourd'hui. Toute famille nouvelle qui se constitue, lorsqu'un des conjoints est né dans la commune et que le mari est inscrit maritime, reçoit en usufruit (en usufruit seulement, là est le point) 22 ares et en outre une place sur la plage pour la pêche au filet. La commune a reçu de Louis XIV en tout 125 hectares de terre ; ce qui n'est pas distribué en usufruit est loué 5.000 fr. au profit de la commune. Les ménages concessionnaires ne peuvent concéder qu'à leurs enfants seulement les parcelles de terre qu'ils occupent. Dans aucun cas, la parcelle ne peut être scindée. De là résulte qu'elle échappe aux créanciers. Elle ne peut être ni augmentée, ni divisée. Elle est inaliénable, indivisible et inextensible.

Voilà donc une population passablement aisée et pourtant étrangère à toute préoccupation d'héritage,

on peut dire qu'elle échappe au Code civil. Il en résulte que les mariages sont nombreux (environ 11 pour 100 habitants) et aussi précoces que le permet le service maritime. Les naissances illégitimes sont par conséquent très rares (1/60). Au contraire, la natalité légitime, et c'est là le plus important, est extrêmement élevée, elle atteint 43 pour 1.000 habitants. C'est-à-dire qu'elle n'est dépassée en Europe que par la Russie et ce qui n'arrive pas en Russie c'est que sur ces 43 enfants, 33 atteignent l'âge de vingt ans.

Cette natalité exceptionnelle tient évidemment aux conditions sociologiques, exceptionnelles elles aussi, et à l'organisation économique si particulière où vit ce pays.

Partout ailleurs, il faut faire état des lois successorales parmi les causes de l'hypo-natalité. Les arrondissements de Paris les plus riches sont aussi ceux où il naît le moins d'enfants. Chaque fois que le bien-être s'installe dans une famille, on est sûr d'y voir le nombre des enfants réduits; l'égoïsme des parents croît en raison des facilités qu'on a de le satisfaire; l'enfant est considéré comme un intrus qui vient rogner le budget des plaisirs du ménage.

Enfin, comme cause à cette diminution de la natalité, il faut aussi parler de la coquetterie féminine qui considère la grossesse comme une tare qui déforme à jamais le corps féminin et qui se manifeste par les regards apitoyés que chacun jette sur les femmes enceintes et les condoléances que valent une grossesse à toute jeune mère.

Et aussi il faut parler de la sensualité grandissante excitée par la lecture des publications légères, sinon érotiques, de plus en plus nombreuses, et de l'état d'esprit trop fréquent non seulement chez les femmes qui vivent librement, mais encore chez les femmes mariées.

Toutes ces tendances ont été codifiées sous le nom de théories de Malthus et on abrite sous ces théories scientifiques ce qui n'est, pour la plupart, qu'un égoïsme déguisé.

Malthus, économiste anglais, publia en 1798 un *Essai sur le principe de la population*, où il établit que l'accroissement de la population doit être limité aux ressources des subsistances disponibles. Tandis que la population tend à s'accroître suivant les termes d'une progression géométrique, les subsistances ne peuvent s'accroître que suivant une progression arithmétique. D'où un déséquilibre fatal entre les unes et l'autre qui provoque les pires calamités : guerres, misère, maladies. Pour supprimer ces calamités, qui aboutissent à des disparitions de vies humaines, mieux vaut diminuer le nombre des naissances. Mais il ne prévoyait, pour diminuer la trop grande population, qu'une mesure principale : la continence. Il n'admettait le mariage que lorsque les nouveaux mariés étaient en état d'élever une famille, mais il déclarait formellement : « Je repousserai toujours tout moyen artificiel et hors des lois de la nature pour combattre la population, comme un

moyen immoral et comme tendant à supprimer un stimulant nécessaire pour exciter au travail. »

Il voulait que ceux qui étaient incapables de procréer ou d'élever sainement et utilement leurs enfants s'abstiennent du mariage.

Ces idées si pieuses ont été transformées et travesties par ceux qui se réclament de son nom. Pour ceux-ci, les néo-malthusiens, la diminution de la misère est toujours parmi les fins qu'ils poursuivent, ainsi que la disparition des maladies héréditaires ; ils y joignent la satisfaction libre des instincts génitaux, sans en accepter la conséquence physiologique et par un féminisme mal entendu, ils veulent sur ce point spécial mettre la femme sur un même pied d'égalité que l'homme. Ils proclament un droit à la jouissance qui n'a point de devoir comme corollaire.

L'un d'eux, Paul Robin de Cempuis, déclare :

Au lieu de pousser les parents à la procréation, de sages conseillers de leurs semblables feraient mieux de les en dissuader, excepté dans les cas, fort rares, où le produit possible aurait, de par l'état de santé physique ou morale et de la valeur intellectuelle des parents, de leur situation dans le milieu social, toutes les chances possibles d'être des hommes de qualité très supérieure à tous les points de vue possibles.

Ce n'est qu'en appliquant ces principes dans toute leur étendue que l'on pourra en finir avec le fumier social actuel, que l'on pourra remplacer l'énorme quantité de fous rapaces et querelleurs qui encombrent, souillent et gaspillent la pla-

nète, par un nombre sagement modéré d'humains heureux et bons, travaillant à améliorer au maximum la grande habitation commune et à procurer à eux-mêmes et à leurs semblables, dans toutes les directions, la plus grande somme de bonheur.

Disons, en passant, qu'il oublie quels sont habituellement la valeur et l'avenir des descendants des grands hommes.

Et comme moyen d'éviter les naissances, les néo-malthusiennes ne conseillent plus comme Malthus la chasteté, ils proclament bien haut le droit aux jouissances génitales, mais en veulent supprimer le résultat par la série des moyens prophylactiques. S'appuyant sur des théories scientifiques ils commencent un raisonnement qu'ils ne poussent pas jusqu'à ses dernières conséquences : la fonction crée l'organe, disent-ils, mais tout organe mûr pour la fonction exige que cette fonction ait lieu et cette nécessité se manifeste par une souffrance qui s'exagère par la privation. Il en résulte que toute femme nubile a droit au fonctionnement de ses organes génitaux, mais les néo-malthusiens ajoutent qu'elle a droit de refuser la conception, sans s'apercevoir que celle-ci n'est que la conséquence normale de la fonction dont ils réclament l'exercice libre.

Citons M^{me} Nelly Roussel :

Toute femme adulte et normale, c'est-à-dire apte à concevoir, se trouve placée en face de trois solutions : la

chasteté, la prophylaxie anticonceptionnelle, la gestation continue ou à peu près. La chasteté toujours funeste est impossible dans le mariage. La gestation continue, ou tout au moins très fréquente, transforme en un long martyre l'existence féminine et réduit toute la famille à la misère ou à la gêne.

Reste la prophylaxie. A-t-elle des inconvénients ? Il appartient aux médecins de répondre. Mais peu m'importe. En aurait-elle que je n'hésiterais pas à la choisir comme le moindre des maux en présence.

Il faut ignorer complètement ce que représentent de tortures, pour un trop grand nombre de femmes, la grossesse et l'accouchement et ce que coûte à toutes les mères, principalement aux mères pauvres, de soins, de soucis, de fatigues, l'élevage d'un seul enfant. Ou bien ne l'ignorant pas, il faut être dépourvu de sentiments d'humanité et de bon sens le plus élémentaire pour condamner, au nom d'une prétendue « morale » les pratiques ayant pour but de limiter des charges si pesantes, si accablantes à tous les points de vue.

Nous, les femmes affranchies des préjugés ancestraux, qui nous refusons à voir dans l'amour une souillure et dans la souffrance une nécessité, nous prétendons disposer librement de nos flancs qui nous appartiennent ; n'être mères qu'à notre gré en choisissant nous-mêmes le moment opportun, sans qu'aucune considération, religieuse ou patriotique, vienne influencer sur notre décision, sans que personne ait à examiner les raisons qui nous font craindre ou désirer la conception.

La liberté de la maternité nous apparaît comme la liberté primordiale sans laquelle toutes les autres ne seront jamais

qu'un leurre. Et nous attendons des savants vraiment dignes de ce nom, vraiment conscients de leur rôle magnifique, qu'ils nous enseignent les moyens d'assurer cette liberté.

Ce *libre amour* et cette *maternité consentie* est en désaccord absolu avec les théories de Malthus qui déclare que si, dans chaque mariage, le nombre des enfants était assujéti à une limitation volontaire, il y aurait lieu de craindre un accroissement d'indolence et il pourrait se faire que les divers pays n'arrivassent pas au degré de population qu'ils doivent atteindre. Mais les néo-malthusiens, pour la plupart, ignorent Malthus et ils prêchent la restriction des naissances par les moyens de préservation contre la conception, ce qu'ils appellent moyens prophylactiques.

Cette propagande est extraordinairement active et multiforme : ligues, journaux, brochures, affiches, étiquettes multiples, où la phrase, avoir peu d'enfants, revient comme un refrain ou comme un répons liturgique ; des conférences avec projections et démonstrations apprennent quels sont ces moyens prophylactiques à répandre : émission extravaginale du sperme, éponges, tampons divers, condoms, pessaires, lavages variés et aussi, comme aucun de ces moyens n'est absolument sûr, ils en arrivent sans fausse honte à conseiller, au besoin, non plus seulement la destruction des germes avant leur conjugaison, mais bien celle de l'œuf ; et au lieu d'éviter la grossesse, ils sont amenés à la supprimer. C'est affaire, pensent-ils, de nuance : avant ou après la

fécondation peu leur importe et ils n'hésitent pas à proclamer la légitimité de l'avortement.

C'est là une pratique excusable, dit l'un d'eux, chez celles qui n'ont pas été instruites des moyens de se préserver de l'enfantement. Des écrivains connus ont plaidé cette cause : Victor Margueritte dit :

Pour moi, je pense que le droit à l'avortement est absolu. Tant qu'un être n'a pas vu le jour et n'existe que de la vie fœtale, il me semble faire partie intégrante de la chair qui le porte. Qui songerait à restreindre les droits de l'individu sur lui-même ? Le droit à l'avortement m'apparaît comme l'un des pleins droits individuels.

Harduin disait dans l'une de ses chroniques :

On a arrêté récemment une sage-femme accusée d'avoir supprimé, au moment où elle commençait à germer, de la graine de générations futures. C'est un acte puni par la loi. On ne sait pas bien pourquoi, du reste. Sans doute, le législateur a estimé que, du fait de ces suppressions, la société subit un dommage, mais on ne saurait deviner lequel. Il est possible au surplus que la loi ait voulu assurer le droit de la vie à l'individu ; cependant, comme en l'espèce l'individu n'existe pas encore, peut-être n'a-t-il pas ce droit.

Tant qu'il y aura, dit Séverine, de par le monde, des bâtards et des affamés, le drapeau de Malthus, le drapeau teinté du sang des infanticides avant la lettre flottera sur le troupeau d'amazones rebelles qui, forcées par nos lois à

tenir leurs seins arides, ont le droit de garder leurs flancs inféconds.

Ailleurs, elle dit encore :

L'avortement ! je voudrais bien qu'on me dise d'ailleurs quand il commence. Dès qu'un être a été lâché sur terre, dès qu'il a vagi son premier cri, il vit, il est sacré. Mais avant tout cela, il y a une femme et rien qu'une femme, vous m'entendez bien ! Cela est si juste qu'en cas d'accouchement difficile, les médecins n'hésitent pas, ils sauvent la mère et laissent l'enfant dans le néant. On les étonnerait bien ceux-là en les traitant d'avorteurs.

On pourrait multiplier ces citations, car la littérature néo-malthusienne est riche, mais on ne trouverait guère de nouveaux arguments ; nous allons examiner ce qu'ils valent.

Nul n'a droit de vie sur autrui et les néo-malthusiens, gens à opinions avancées en général, admettent parfaitement ce principe. Mais lorsqu'ils acceptent l'avortement, ils se défendent de tuer un être vivant dans une vie propre, ils s'en tiennent à la conception romaine : *infans pars viscerum matris*, et ils ne veulent pas convenir que l'embryon soit un être indépendant de la mère. C'est pour eux un organe de la mère qu'elle a le droit de sacrifier comme ses cheveux, ses ongles ou même un de ses membres.

Si cette opinion est valable lorsqu'il s'agit d'un spermatozoïde ou d'un ovule, dont bien peu arrivent à leurs fins naturelles et dont une quantité prodigieuse

gieuse est sacrifiée sans retour, il ne peut en être de même de l'œuf, résultat de la conjonction de l'élément mâle et de l'élément femelle, et nous devons considérer que la vieille parole de l'Église est exacte : « *Homo est qui faturus est* ; est déjà un homme ce qui doit le devenir. »

Un professeur de notre faculté, M. le professeur Prenant, a donné une trop jolie réfutation de ces idées pour que nous renoncions au plaisir de le citer :

L'embryon prend corps, sinon âme, dès l'instant que les deux noyaux mâle et femelle se sont conjugués pour lui donner naissance. Toute pratique est dès lors, non plus anti-conceptionnelle, mais post-conceptionnelle. Toute prophylaxie devient un petit assassinat en raison de l'exigüité de la victime, simple cellule d'abord, amas cellulaire microscopique ensuite. C'en est peut-être un gros pour la préméditation et le guet-apens plus odieux qu'un autre, parce que la victime est frappée dans l'ombre et parce qu'elle n'a même pas un cri, un vagissement pour défendre son droit à l'existence, implorer la pitié de la mère qui frappe.

La biologie comparée enseigne que dans l'histoire du développement des espèces, la vie intra-utérine que mènent d'abord l'homme et les autres mammifères se nourrissant du sang de la mère par l'organe appelé placenta, a remplacé le développement direct dans l'eau et à l'air libre des poissons et des oiseaux. La mère n'est qu'un milieu, un intermédiaire entre le soleil, source de toute énergie, et le nouvel être. Avant de donner le jour à son enfant en le mettant au monde, elle

est elle-même son jour, son soleil. Elle n'a pas le droit, non elle ne l'a pas, de changer ce jour en l'éternelle nuit. La loi naturelle, à défaut de loi humaine, l'interdirait encore, le défendra toujours.

Admettons que le mot germe puisse avoir dans la bouche d'un médecin sociologue la signification d'un infiniment petit qui peut être très méchant et que le spermatozoïde (qui n'est qu'une partie de nous-mêmes, une cellule détachée de notre corps tout comme une cellule desquamée de notre peau) et le bacille de Koch (qui est un individu) puissent être réunis sous le vocable commun de germes, il reste pour les juger, ces germes, à voir ce qu'ils engendrent. Le bacille de Koch engendre la tuberculose, c'est connu. Mais le spermatozoïde n'engendre pas la misère, il engendre un homme. Admettons, en second lieu, que l'embryon qui se développe dans le sein de la mère soit un néoplasme, une tumeur envahissante, que ce terme puisse s'appliquer à la fois, pour des raisons anatomiques, à un cancer et à l'embryon greffé sur la mère par son placenta. Il reste cependant entre les deux cette différence physiologique importante : le cancer n'a pas de devenir et meurt avec celui qui le porte ; l'embryon peut survivre à celle qui le porte. Seul il est un individu, une potentialité. Si comme l'admet enfin la conception nouvelle de la famille et de ses droits, l'enfant appartient à l'État avant d'appartenir à ses parents, l'embryon qui n'est qu'un plus petit enfant lui appartient aussi et l'État peut protéger son existence contre des parents indignes, par une loi et prévenir le dommage que sa mort lui causerait.

On avance aussi l'argument que sacrifier un

embryon ou un fœtus n'est pas forcément sacrifier une vie humaine, car l'enfant, même né à terme, n'a guère plus de chances de vivre une semaine qu'un vieillard de quatre-vingt-dix ans et de vivre une année qu'un vieillard de quatre-vingts ans.

D'autres disent que le fœtus n'est pas doué de raisonnement et ne saurait être considéré comme un membre utile à la société ; l'enfant qui vient de naître en a-t-il beaucoup plus ? On peut comparer l'enfant qui naît à un idiot adulte, incapable de penser, de travailler, de se nourrir. A-t-on le droit de sacrifier les bouches inutiles et ne serait-ce pas retourner à la pire barbarie que de tuer les vieillards impotents, les incapables et tous ceux qui sont, non une utilité, mais une charge pour la société ? Sans compter que même parmi les enfants nés avant terme, les débiles que certains ont qualifié de déchets sociaux, il en peut être qui deviendront des hommes de génie : Victor Hugo n'est-il pas né avant terme ?

Le droit à l'avortement est-il « un des pleins droits individuels » et l'interdire est-ce porter atteinte à la liberté individuelle ?

Il est nécessaire de s'entendre sur ce que doit être cette liberté si jalousement gardée. Ce n'est pas une entité intangible et toutes les lois en suppriment une partie, sans que nul ne s'en plaigne ; elles en réduisent les manifestations sans que son principe soit attaqué. La limitation de cette liberté, en raison des droits de la collectivité, est le propre de la civilisation.

La déclaration des droits de l'homme précise :

La liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas autrui ; ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance des mêmes droits.

Entre les nombreuses défenses où notre existence évolue sans plainte, qui donc protesterait contre une mesure de protection publique ? La liberté individuelle, nous le répétons, finit là où elle nuit à la collectivité. Or, nous venons de considérer que le fœtus, l'embryon même, doit être regardé comme un individu distinct déjà membre de la société à laquelle il pourra rendre autant de services que l'enfant qui vient de naître.

Cette distinction, peut-être trop scientifique, entre l'œuf ou l'embryon devenu plus que probable, et le germe à l'avenir plus qu'incertain, les néo-malthusiens la dédaignent et ils trouvent un nouvel argument pour légitimer l'avortement dans l'avortement pratiqué par les médecins lorsque la grossesse fait courir un danger de mort pour la mère et dans le fœticide thérapeutique qui consiste à sacrifier l'enfant à terme pour sauver la mère, lorsque l'accouchement est impossible par les voies naturelles. Outre que ces cas, qu'on voudrait généraliser, sont d'une extrême rareté et vont encore en se raréfiant par les progrès de la thérapeutique obstétricale, ils ont leurs indications bien précises par des discussions multiples et récentes qui ont limité l'emploi de ce pis aller déplorable.

L'avortement médical n'est indiqué que lorsque la cause des accidents qui menacent la vie de la femme est certainement la grossesse : vomissements incoercibles, hydramnios aigu, placenta prævia. Le médecin ne fait d'ailleurs dans ces cas que précéder la nature qui se débarrasserait spontanément du produit de la conception, et en provoquant l'avortement il ne sacrifie pas le fœtus fatalement condamné et assez souvent il sauve la mère.

Pour le fœticide thérapeutique, c'est-à-dire le sacrifice de l'enfant prêt à naître, il est tout aussi rare et lorsque le médecin y est acculé il n'est pas plus un assassin, mais au contraire bien dans son rôle, en conservant ce qu'il peut de vie. Lorsque le bassin est vicié au point de ne pas permettre la naissance par les voies naturelles, l'opération césarienne, les opérations portant sur le bassin, l'accouchement avant terme, lui permettent, suivant les cas (dont les indications sont maintenant nettement précises), d'avoir malgré tout des enfants vivants sans faire courir de grands risques à la mère. Ce n'est que dans les cas d'accidents impossibles à prévoir avant l'accouchement, ou lorsqu'on se trouve en présence d'un accouchement très avancé, trop tard pour songer à des thérapeutiques conservatrices, que l'on est obligé de recourir à l'embryotomie sur enfant vivant et alors le fœtus qu'on sacrifie est un fœtus qui, du fait de ces accidents, est déjà fortement compromis et mourrait peu de temps après l'accouchement si l'on parvenait à l'extraire vivant.

Si la vie d'un enfant bien portant, disait M. le professeur Bar, en 1902, est assez précieux pour qu'on impose à la mère les risques que cette opération (la symphyséotomie) comporte, la vie d'un enfant compromis ne les vaut pas ; mais surtout la vie d'un enfant déjà infecté malgré les apparences, ne vaut pas les grands dangers de cette opération quand elle est faite sur une femme infectée.

Et qu'on n'envisage pas encore ici, comme légitime et morale, l'obligation que la femme peut vouloir imposer au médecin de pratiquer une embryotomie, en se refusant à subir toute autre opération qui lui ferait courir des risques telle que la césarienne. Le droit de la mère à choisir une opération plutôt qu'une autre lui donnerait droit de vie et de mort sur son fœtus et nous posons comme principe que le droit de l'enfant à la vie est un droit imprescriptible que nulle puissance ne peut lui ravir ; le droit de le sacrifier n'appartient ni à la mère, ni au père, ni au médecin, et celui-ci ne doit se résigner à le sacrifier que s'il est à coup sûr déjà compromis. Le médecin doit imposer toute opération qui lui paraît devoir accorder le plus de chance de vie à l'enfant.

Ce droit reconnu à la femme de dicter l'opération qui lui plaît pourrait amener exceptionnellement, nous en convenons, des abus qui révoltent. Nous en trouvons un exemple rapporté par le professeur Budin à la Société de Médecine légale en 1902, lors de la discussion sur le foeticide thérapeutique :

Une malade qui avait un bassin très rétréci se présente à terme dans un service d'accouchements ; il y a procidence du cordon, l'enfant meurt, ou fait l'embryotomie. Redevenue enceinte, elle arrive en travail à la Maternité où je me trouvais ; elle déclare formellement, d'accord avec son mari, qu'elle ne veut subir aucune opération lui faisant courir des risques, symphyséotomie ou section césarienne. Comme elle n'était enceinte que de huit mois, je réussis à sortir avec le forceps un enfant vivant, bien portant et qui vécut.

Je lui recommandai, en cas de nouvelle grossesse, de venir nous trouver de bonne heure, afin que l'accouchement prématuré pût être provoqué.

Un soir, on me téléphona de la clinique Tarnier pour m'annoncer que cette femme venait d'y entrer en travail et à terme. Elle déclarait encore qu'elle refusait toute opération grave pour elle, opération césarienne ou symphyséotomie ; mon chef de clinique ajoutait qu'étant donné le degré de rétrécissement du bassin, il faudrait certainement faire l'embryotomie. J'étais très mécontent.

Le lendemain matin, vers 6 h. 1/2, je téléphonai : la tête restait bloquée au détroit supérieur. A 9 heures, la dilatation était complète depuis longtemps, la femme avait 38°2 et les bruits du cœur de l'enfant restaient bons. La malade refusait toujours une intervention que nous considérions comme pouvant seule permettre d'avoir un enfant vivant. C'était un samedi ; je fis une leçon en montrant aux élèves combien la situation était difficile ; nous étions acculés au fœticide. Évidemment, cette femme était coupable de n'être pas venue plus tôt comme je le lui avais conseillé ; mais avais-je le droit, tout en la déclarant telle, d'être un juge

inexorable et, en n'intervenant pas, de l'exposer à mourir ?

Je décidai de faire une application de forceps au préalable sur la tête arrêtée au détroit supérieur.

A ma grande surprise, l'enfant passa ; il s'était produit une fracture avec enfoncement profond du pariétal. Je réussis à le rappeler à la vie.

De nouvelles et instantes recommandations furent faites à cette femme pour qu'en cas d'une autre grossesse, elle se soumit à l'accouchement prématuré.

En octobre dernier, alors que j'étais remplacé par le Dr Démelin, on me téléphona qu'elle venait d'entrer à l'hôpital. Elle était à terme ! les membranes étaient rompues, l'enfant se présentait par le siège et perdait son méconium, mais il n'y avait pas de contractures utérines.

Évidemment, cette femme ne voulait pas avoir d'enfant vivant ; ainsi que son mari, elle comptait sur l'embryotomie. Je fis part de mon exaspération au Dr Démelin. Ce n'est qu'après plusieurs jours que survinrent les douleurs qui déterminèrent l'accouchement ; l'enfant était mort...

La discussion se termina par le vote des conclusions du rapport du Dr Maygrier, dont nous relevons la dernière :

Dans aucun cas, le médecin ne peut être tenu à substituer, à une opération par lui proposée, une opération exigée par la malade ou par les personnes ayant autorité légale sur lui, si lui-même le juge dangereux ou inopportun. Le refus d'accepter une intervention dans les conditions par lui proposées le délie de toute obligation et de toute responsabilité quant

aux conséquences de son abstention. L'humanité seule pourra lui faire un devoir d'intervenir.

La reconnaissance du droit à l'avortement n'amènerait pas la disparition des maladies héréditaires, car la stérilité volontaire rendue légale ne serait nullement obligatoire. Les malades et les tarés continueraient à pouvoir procréer des enfants malingres. Le résultat serait seulement de favoriser la stérilité des paresseux et des égoïstes et de diminuer le nombre des enfants sains.

Le nombre des tares héréditaires qui devraient interdire la procréation et qui légitimeraient l'avortement serait bien délicat à établir. Un syphilitique, par exemple, peut espérer procréer des enfants sains absolument ; tel arthritique, au contraire, qui ne paraît pas gravement malade, pourra léguer à ses enfants des tares qui les poursuivront toute leur vie. Pour éviter la transmission des maladies héréditaires, ne serait-il pas plus sûr alors de stériliser chirurgicalement les malades qui peuvent transmettre leurs tares à leur descendance. Cela se fait chez les criminels dans certains États américains. Mais cela révolte encore bien davantage nos idées sur la liberté individuelle et le respect d'autrui.

Croit-on diminuer la misère en diminuant le nombre des naissances ? En même temps que le nombre des consommateurs, le nombre des producteurs baissera, la misère restera la même. Nous assistons en ce moment à un phénomène social ana-

logue : à l'augmentation générale des salaires correspond une augmentation du prix de la vie et l'ouvrier d'aujourd'hui n'est guère plus riche que son père qui gagnait moitié moins. La misère n'est pas accrue par l'augmentation de la population ; n'y avait-il pas davantage de malheureux sous Louis XIV par exemple, alors que la population était deux fois moins dense que maintenant, et qui ne se souvient du tableau effrayant de cette misère ?

La population de la France est loin d'être aussi dense que celle des autres pays et il y a encore de la place pour tous au soleil ; cette place n'est peut-être pas toujours aussi confortable qu'il serait souhaitable, mais elle existe et large encore. Ceux qui se basent sur l'insuffisance de la production autochtone en blé ou en viande partent d'un principe faux. Qu'importe si la France récolte 29 o/o de blé de moins qu'il ne faudrait à sa consommation et 41 kilogrammes de viande là où il en faudrait 100, si son industrie lui permet les gains nécessaires pour faire venir des pays de surproduction la quantité qui lui manque ! elle exporte assez de produits de luxe pour pouvoir le faire encore longtemps, et les pays qui se prêtent à la grande culture ou à l'élevage en grand ne sont pas encore tous exploités.

Il nous sera toujours difficile d'admettre que le malaise social est dû à l'insuffisance naturelle des aliments, alors qu'il reste des étendues considérables de terrains incultes et que c'est le plus souvent non la rareté, mais la difficulté de l'écoulement des

produits qui cause la mévente et la misère. La plupart des grandes crises économiques sont des crises de surproduction (crise viticole des dernières années). Les paysans préfèrent aux années de récoltes très abondantes une récolte moyenne, ou même un peu insuffisante. Ce n'est pas seulement quand les greniers sont vides qu'apparaît la misère, mais encore quand ils sont trop pleins; ce paradoxe apparent s'est maintes fois vérifié. La vie est plus douce aujourd'hui qu'autrefois et loin de restreindre ses besoins, ce qui se passerait s'il lui était impossible de les satisfaire, l'homme les augmente toujours. On mange beaucoup plus de viande aujourd'hui qu'autrefois et nous ne parlerons pas de l'alcool qu'on peut cependant compter comme un aliment de luxe! La surpopulation n'est donc pas la cause de la misère : au surplus, les peuples les plus heureux devraient être les moins nombreux et les pays les plus déserts devraient être des édens ! La concurrence, loin d'être la cause de la misère, est l'âme du progrès et l'effort qu'elle nécessite pour l'homme forme toute sa valeur.

Enfin, pour ruiner ces théories déplorables, il suffit d'en généraliser l'application : étendre une théorie à l'universalité est le meilleur moyen de montrer sa légitimité : la prophylaxie anti-conceptionnelle généralisée aboutirait évidemment à la fin du monde, ce qui n'est à coup sûr pas le but de notre existence, si tant est qu'elle en ait un autre que la continuité de l'espèce.

Enfin, dans l'application de ces théories, il faudrait fixer l'époque jusqu'à laquelle on serait en droit de

provoquer l'avortement. Quelles limites là encor ? Et si on accorde le droit de tuer l'enfant tant qu'il n'est pas sorti vivant et viable du sein de sa mère, pourquoi condamner celle-ci lorsqu'elle commet l'infanticide sitôt après l'accouchement ? Sera-t-il licite de tuer le fœtus avant qu'il n'ait manifesté son existence par ses mouvements actifs ou bien quand il aura pris forme humaine, dès que son cœur sera formé et fonctionnera ? Il est impossible de fixer où commence l'infanticide puisque, par définition, l'ovule porte déjà en puissance toute l'évolution de la personnalité !

Les néo-malthusiens qui veulent discuter ces arguments arrivent à cet aveu : « La plupart des théoriciens, soit pour démontrer qu'aussitôt la conception, il est dans l'utérus un de nos semblables, soit pour démontrer que jusqu'à la naissance à terme il n'en est pas un, sont-ils partis de bases également sérieuses pour aboutir, par des voies opposées, à des conclusions également choquantes ? Cependant que d'autres se livrent à des merveilles de casuistiques pour fixer une formule intermédiaire définitive, mais sans y parvenir. »

Et ils arrivent à donner ce dernier argument qui montre jusqu'où peut aller leur inconscience :

En vertu de quoi la personne humaine devrait-elle, pour nous, être sacrée ? En vertu de quoi devrions-nous rester indifférents, par contre, devant la souffrance et la mort des autres êtres vivants ? Un bon chien est certainement dans

l'existence un allié plus qu'un méchant homme. N'est-il pas étrange qu'on se fasse scrupule d'anéantir un despote sanguinaire véritable fléau social, alors que pour ne point modifier son pas, on écrase avec sérénité de pauvres et inoffensifs insectes des champs ?

Tel serait le premier point à élucider !

Du brin d'herbe à l'homme de génie, tous les êtres vivants sont formés d'une même substance, sous des aspects infiniment variés, à des degrés divers d'évolution, et cette consubstantialité crée entre eux une solidarité, qu'ils la reconnaissent ou non...

Dès lors, le meurtre, la destruction, à quelque degré que ce soit, constitueraient toujours une faute, si notre grand amour, notre respect de la vie dans l'infini de ses manifestations ne se heurtait en fait aux dures lois naturelles de la lutte et de la sélection.

Nous offrirons-nous en holocauste en nous laissant mourir plutôt que de créer dans la mort ? Mais il nous est possible, et c'est là logiquement notre devoir, de mesurer aux strictes nécessités la destruction et lorsqu'est incompatible l'existence de deux êtres, de favoriser celle de celui qui représente le plus haut degré d'évolution aux dépens de celle qui appartient à un degré inférieur, quels que soient d'ailleurs le milieu ou l'espèce au sein desquels se doit exercer notre acte. L'égalité peut être, dans les accords sociaux, une base d'entente généreuse, mais elle n'existe nulle part dans la réalité ; une fleur parfumée vaut mieux qu'une fleur et même cent fleurs sans parfum ; un animal vertébré est plus qu'un mollusque ; le chien affectueux est préférable au mouton imbécile ; l'homme intelligent, cultivé et bon est plus digne de persister qu'une

brute et même qu'un millier de brutes ; et si l'embryon vaut plus que le spermatozoïde et le fœtus plus que l'embryon, l'enfant, serait-il né à terme, ne vaut pas encore autant que la mère qui est dans la plénitude de son développement...

Le souci d'épargner ces pauvres petits êtres est très louable, mais celui d'épargner à notre espèce l'abâtardissement et les maux dus à l'incessante multiplication des tares l'est encore plus.

Quant à ce qui est de l'interruption de la gestation pour la simple raison que la femme ne désire pas être mère, nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'elle ait lieu dans le cours des deux premiers mois, car le bonheur d'une femme est plus précieux que la vie d'un ovule fécondé.

Cette citation d'un néo-malthusianiste nous résume leur façon de penser sur l'avortement et nous devons tenir pour de peu de valeur ce dernier membre de phrase :

Mais lorsque l'aspect humain est acquis, quand l'évolution de l'être l'a placé presque à notre niveau, nous prétendons qu'il a droit dans notre respect à un degré voisin de celui que nous accordons à un humain adulte et que, par conséquent, il serait coupable de le faire périr sans un motif exceptionnellement grave.

Admettrait-on la légitimité de l'avortement dans certains cas, qu'il serait bien difficile, sinon impossible, de limiter ces cas : maladies transmissibles, conditions budgétaires, sociales, respect humain. Quelle pourra être la mesure, quelle sera la justifi-

cation ? et ne s'agira-t-il pas le plus souvent de l'égoïsme, mal entendu d'ailleurs assez fréquemment.

Pour toutes ces raisons, nous ne croyons pas que les théories néo-malthusiennes soient défendables scientifiquement, puisqu'elles aboutissent inéluctablement à admettre la légitimité de l'avortement qui n'est après tout qu'un infanticide.

II

Cependant, ces théories néo-malthusiennes sont de plus en plus répandues ; il est vrai que leurs partisans sont de véritables apôtres qui sèment, pensent-ils, la bonne parole. Tous les moyens de répandre leurs idées dans le peuple ont été employés par eux ; congrès, ligues, conférences publiques avec projections et même démonstrations pratiques, journaux, brochures, affiches, tout a été utilisé et malheureusement avec un succès croissant ; aussi ne faut-il pas chercher ailleurs la cause qui fait les avortements de jour en jour plus nombreux.

Au début du XIX^e siècle, d'après la statistique publiée par M^{me} Lachapelle sur le fonctionnement de la Maternité du 1^{er} janvier 1812 au 31 décembre 1820, on trouve sur 21.960 accouchements ayant donné 22.243 enfants, 110 avortements seulement, soit 1 avortement pour 189 accouchements.

A l'heure actuelle, on peut dire qu'ils sont dans la proportion de 1 sur 4 et même de 1 sur 3 dans différents services hospitaliers.

M. Doléris a publié des statistiques relevées dans les principales maternités de Paris, par lesquelles il montre cette formidable progression des avortements qui passe de 2,64 pour 100 accouchements, à la clinique Baudelocque en 1898, à 18,49 0/0 en 1904 à

Saint-Antoine. Cette même année, à Boucicaut, pour 497 accouchements à terme, il y avait 102 accouchements avant terme, et 130 avortements. En 1903, à Lariboisière, le pourcentage monte à 19,40/o. La proportion a sensiblement triplé, dit-il, de 1898 à 1905.

Et, comme il le fait remarquer, cette statistique ne représente pas, loin de là, la proportion des avortements par rapport à la ville entière. Il y manque les cas qui ne viennent pas à l'hôpital (la fausse couche étant souvent soignée à domicile ou pas soignée du tout), les cas soignés chez les sages-femmes ou dans les maisons de santé, enfin les cas soignés dans les services hospitaliers, chirurgicaux ou médicaux.

Et nous savons, par une publication de M. Maurice, presque contemporaine de celle de M. Doléris, que les services chirurgicaux sont absolument envahis par les avortements. Il cite ce chiffre : dans le service de chirurgie générale où il faisait alors un remplacement, il trouvait 15 malades entrées pour fausse couche, alors que la salle comportait 45 à 50 lits. En somme presque le tiers !

Il est essentiellement impossible d'établir des statistiques précises qui fixeraient la proportion des avortements ; trop de facteurs interviennent pour les fausser. Il faut s'en tenir à des probabilités, à des appréciations basées sur l'expérience.

Citons l'opinion du professeur Lacassagne :

Il y a 150 sages-femmes à Lyon, environ 13.000 en France. Une sage-femme me raconte qu'elle voit à peu près 3 avor-

tements par semaine, ce qui fait environ 150 par an. Prenons une moyenne : nous pouvons admettre que sur les 150 sages-femmes de Lyon, il y en a 100 qui observent 100 avortements par an, soit 10.000. Nous savons, d'autre part, qu'il y a à Lyon de 8.000 à 9.000 naissances par an ; donc, il y a plus d'avortements que de naissances.

Une petite enquête faite à Paris auprès de 11 médecins et de 20 sages-femmes, a donné les résultats suivants ; ils avaient eu à faire 1.082 accouchements et avaient eu à soigner 950 avortements, c'est-à-dire presque autant que d'accouchements. Signalons le danger qu'il y aurait à transformer ces chiffres (qui ne sont donnés que comme une appréciation personnelle, qui traduisent une impression de tous les jours) en chiffres comparables à ceux des statistiques. Il ne faut pas, surtout en matière de chiffres, généraliser ce qui peut n'être qu'une exception.

Et parmi le nombre des avortements, il serait encore plus difficile de fixer le nombre des avortements provoqués. On ne peut cependant attribuer à d'autres causes que la provocation la fréquence plus grande de l'avortement, car nous n'admettons que les causes pathologiques restent constantes : syphilis, albuminurie, ne se voient guère plus souvent qu'autrefois.

Les femmes, d'ailleurs, ne font guère de difficulté à vous révéler leurs manœuvres ; l'avortement entre peu à peu dans les mœurs et alors qu'il y a une dizaine d'années il était extrêmement difficile, même à l'hôpital, d'obtenir des aveux, les malades maintenant les font d'elles-mêmes et les considèrent comme des renseignements utiles aux médecins pour mieux apprécier leur cas et y adapter la thérapeutique qui

convient. La moralité de leur acte est une question qui ne se pose même pas à leur esprit et elles n'ont aucune espèce de vergogne à en parler comme d'un acte très naturel.

Les appréciations des auteurs varient, on le comprendra facilement, et les chiffres successivement donnés sont susceptibles de rectification. M. Doléris déclare que la proportion des avortements provoqués par rapport aux fausses couches spontanées se révélerait sans doute supérieure à celle que son enquête personnelle lui a permis d'établir et qui est égale à 50 o/o. Sur 100 avortements, Blondel en trouve 52 où les manœuvres abortives étaient avouées, 20 où, bien qu'elles fussent niées, les circonstances cliniques et le milieu autorisaient à les soupçonner formellement. Onze fois la cause était franchement inconnue, 17 fois elle résultait de causes pathologiques nettes ; donc sur 100, 72 fois au moins l'avortement résultait plus que probablement d'une manœuvre criminelle. M. le professeur Pinard, sur 530 cas, trouve 163 fois seulement des causes pathologiques à l'avortement : insertion vicieuse, syphilis, albuminurie, hydramnios, malformation utérine. M. le D^r Boissard estime que les deux tiers des avortements, si on élimine ceux dus à la syphilis et à l'albuminurie, sont des avortements provoqués criminellement.

Quelle que soit cette proportion d'ailleurs, elle est à coup sûr considérable et notre réputation à l'étranger est bien établie ; on vient de l'étranger

chez nous pour demander à des médecins français ce qu'on considère comme une pratique qui leur est familière, un avortement. Nous trouvons, dans la *Presse médicale* du 8 octobre 1910, une lettre adressée à un confrère parisien :

Très honoré monsieur le Docteur, à la suite d'une faute regrettable de ma sœur âgée de dix-huit ans, un grand déshonneur menace notre famille. Ce déshonneur est d'autant plus grand que l'homme avec lequel ma malheureuse sœur s'est compromise n'est pas et ne sera jamais, sans doute, grâce à sa mauvaise conduite, dans la situation de pouvoir se charger de l'enfant. Pour le même motif, le séducteur se dérobera facilement à ce devoir matériel.

Notre mère garde depuis quelques années le lit ; notre père, de son côté, n'est pas très bien portant et il est déjà âgé. Les soucis que cause cet enfant qu'on attend tombent donc sur nous, les frères. Mais c'est moins la charge ennuyeuse que va nous occasionner l'enfant que le déshonneur apporté par notre sœur, qui me détermine à avoir recours à un médecin parisien.

Permettez que dans cette pénible situation je m'adresse à vous, honoré monsieur, et vous demande votre aide. Notre sœur est enceinte depuis deux mois et demi environ ; pourrais-je vous demander de m'aider ? Si vous consentez à me rendre ce grand service, quel serait le montant de vos honoraires ? Ma sœur serait-elle obligée de séjourner à Paris et approximativement pendant combien de temps ? Pourrait-elle, en cas de nécessité, trouver une place chez vous ou sinon dans quelque établissement et quel serait le prix par

jour pour les soins ? Si vous êtes disposé à nous enlever cette lourde peine, ma sœur se présentera chez vous accompagnée le plus tôt possible.

Comme il s'agit d'une affaire extrêmement délicate, je me permettrai de ne donner mon nom que si je puis compter sur votre aide précieuse. Je suis obligé à cela à cause de ma situation dans un emploi public. Autant que mes moyens me le permettront, je suis prêt à tous les sacrifices. J'agis par amour pour ma famille et vous prie de tout cœur, encore une fois, de nous venir en aide.

Cette lettre est, paraît-il, loin d'être rare et les documents de ce genre abonderaient chez les médecins connus pour parler l'allemand à Paris ! Nous trouvons ailleurs, dans une lettre du Dr Kouindjy, de Paris, l'anecdote suivante : parti en excursion sur la Sprée en compagnie de maitres d'écoles primaires de Berlin, notre confrère vit un de ceux-ci lui demander conseil en ces termes :

« Il ne s'agit pas d'une maladie, il s'agit d'une situation grave, très grave, qui nous ruine et qui tue ma femme. Vous êtes surpris de ma demande ; vous allez comprendre pourquoi je m'adresse à un médecin français plutôt qu'à un allemand. J'ai quatre enfants, l'aîné a huit ans, la dernière un an et demi. Nous ne sommes pas riches et mes appointements suffisent à peine à joindre les deux bouts. Ma femme est obligée de tout faire à la maison. Vous comprenez que ses forces s'épuisent d'un jour à l'autre. Mais, ce qui nous effraie davantage, c'est l'avenir, ce sont les

enfants à venir ; j'ai essayé tout. Rien ne réussit. En apprenant votre présence parmi nous, je me suis décidé à m'adresser à vous et à vous supplier de me dire en quoi consiste *la méthode française* qui vous réussit, à vous Français, si bien. C'est le plus grand service que vous me rendrez et je ne l'oublierai jamais. »

A cette plus grande fréquence des avortements provoqués correspond aussi une plus grande morbidité ; l'avortement n'est pas plus d'accord avec les lois naturelles qu'il n'est d'accord avec le Code pénal. Tous les accoucheurs sont unanimes à constater l'allure clinique différente des avortements provoqués et la gravité des accidents qu'ils entraînent. Les néo-malthusiens voient aussi le danger. Tout en acceptant le droit moral à l'avortement et à la prophylaxie anti-conceptionnelle, l'une d'elles déclare :

Là où nous cessons de nous entendre entre les théoriciens et la femme que je suis, c'est sur l'application du principe, attendu qu'en examinant de près tous les moyens de prophylaxie, je n'en ai trouvé aucun qui ne fût pire que le mal.

C'est médicalement très exact ; la prophylaxie pré-conceptionnelle, c'est-à-dire l'empêchement de la fécondation, malgré la répétition de l'acte vénérien privé de sa suite normale, réalise une suite de congestions de l'utérus n'aboutissant pas à leur fin physiologique et qui engendrent une série de troubles génitaux de plus en plus fréquents, et nous voyons,

apparaître chez les femmes stériles des scléroses des organes : kystes de l'ovaire, fibromes utérins que la plupart rattachent à cette cause, sans parler des troubles nerveux et des déséquilibres mentaux que chacun peut constater chez les femmes d'âge mûr sans enfant.

Les résultats de la prophylaxie post-constitutionnelle sont pires encore. Les moyens employés pour ramener les règles sont nombreux et l'expérience a montré que les plus efficaces étaient aussi les plus dangereux. Les petits moyens : bains, purgations, massages, n'agissent guère efficacement, s'ils sont innocents pour la femme. Les substances réputées abortives n'agissent guère que si la femme est fortement intoxiquée, elles sont donc dangereuses pour elle ; d'autre part, difficiles à se procurer, elles peuvent être une preuve en justice et pour tous ces motifs, elles sont habituellement rejetées.

De plus en plus, l'avortement est provoqué par acte direct sur l'utérus et sur l'œuf. Tout a été introduit dans l'utérus : aiguilles à tricoter, crochets d'os ou de celluloïd, épingles à cheveux, baleines de parapluie, ciseaux, canules en os, en verre, en métal ; on y a injecté tous les liquides, depuis l'infusion de tabac jusqu'à la dissolution de savon et de sublimé. Le tout malproprement le plus souvent ; aussi ne faut-il pas s'étonner des résultats. On a pu dire avec raison que les femmes ne meurent plus d'avoir des enfants, mais qu'elles meurent de n'en plus avoir.

Les traumatismes utérins ou génitaux sont devenus

tout à fait exceptionnels, car la technique des avorteurs, ainsi que leur instrumentation se sont perfectionnées et ils ne se voient guère que dans les cas très rares où la femme s'est procuré elle-même l'avortement.

Malgré cela, dans 30 o/o des cas, les accidents immédiats sont des plus graves et malgré la médication énergique que l'expérience trop fréquente a fait adopter, la mortalité est dans la proportion d'environ 4 à 6 o/o suivant les statistiques.

L'avortement se passe-t-il sans grands fracas, qu'il laissera le plus souvent à sa suite des maladies qui pourront s'aggraver dans l'avenir et devenir une cause d'infirmité permanente ou même amener plus tard la mort de la femme : métrite rebelle, infection des trompes et des ovaires. Sur 100 avortements rapportés par Blondel, 19 fois après la disparition des accidents graves consécutive au nettoyage de la cavité utérine, des signes d'inflammation persistèrent et il assista à de la paramétrite tenace ; 5 fois il y eut phlegmon ; enfin 3 fois il s'établit la salpingo-ovarite chronique dont un cas nécessita la salpingectomie.

Cette proportion des lésions post-abortives est estimée par Bossi dans son rapport à la Société obstétricale de France en 1908, à 75 o/o.

Il est à retenir aussi que ces lésions post-abortives si fréquentes, salpingo-ovarites pour la plupart, mettent trop souvent la femme dans l'impossibilité d'avoir des enfants dans l'avenir et il en résulte que non seulement un avortement prive la société d'un

enfant, mais encore de tous ceux que la mère aurait pu avoir par la suite.

Ces conséquences morbides de l'avortement provoqué sont peut-être un peu moins graves depuis quelque temps, car l'asepsie et l'antisepsie ont aussi perfectionné cette technique, qu'on ne peut cependant appeler chirurgicale, et les « faiseuses d'anges » ont tiré profit des découvertes de Pasteur et de la chirurgie moderne. La propreté règne le plus souvent dans ces officines louches et on y opère parfois avec un luxe de précautions antiseptiques. Malgré cela, l'avortement provoqué reste extrêmement dangereux. L'utérus et l'œuf sont ainsi faits, qu'au moins pendant la première moitié de la grossesse, la délivrance ne se fait pas spontanément d'une façon complète. Le phénomène qui domine la clinique de l'avortement criminel se résume en deux mots : hémorragies et rétentions placentaires. Cette dernière, même alors que l'acte opératoire a été réalisé aseptiquement, amène la complication septique et si on ne voit plus souvent les phénomènes septiques graves d'emblée, on les voit survenir au bout de quelques jours, si l'on n'a eu la précaution de nettoyer, de parti pris, l'utérus de ses débris ovulaires. La technique est actuellement généralisée qui consiste à cureter un utérus à la suite d'une fausse couche, à la moindre élévation de température.

Cette gravité de l'avortement, malgré toutes les précautions antiseptiques prises, les accoucheurs la connaissent et la redoutent si bien, que quand, par

exception rarissime, ils sont obligés de provoquer un avortement, il n'est pas d'opération qui leur donne plus de soucis et ne soit l'objet de plus de soins.

Un accoucheur a exprimé son opinion sur ces dangers sous une forme saisissante :

Si une femme venait me prier de la faire avorter je lui répondrais ceci : « Madame, tuez plutôt un de vos petits enfants si vous n'en voulez pas davantage, car il est bien préférable pour vous de laisser venir à terme celui que vous portez dans votre sein, et dans les deux cas le crime serait le même. »

Ces dangers, les femmes les ignorent ou plutôt les nient ; elles croient (et c'est l'enseignement néo-malthusien) que proprement fait, l'avortement est à peu près sans danger, surtout pendant les deux premiers mois de la grossesse. Et c'est cette quasi-sécurité qui les fait recourir de bonne heure aux bons offices de la sage-femme ; à la première disparition des règles, elles y courent, s'exposant à cette escroquerie dont on a signalé plusieurs cas, avec suites pathologiques graves d'ailleurs, qui consiste à provoquer un avortement sur un utérus non gravide.

Le mal s'étend de jour en jour et nous avons, croyons-nous, suffisamment montré la gravité du danger que font courir à la nation française les théories néo-malthusiennes. Quels remèdes doit-on apporter à cette situation angoissante ?

Il semblerait que la législation française soit en mesure de lutter contre les avortements criminels et le Code pénal, dans son article 317, range l'avortement provoqué dans les crimes et prévoit des peines rigoureuses pour le punir de quelque façon qu'il ait été provoqué.

Code pénal, article 317. — Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens, qui auront indiqué ou administré ces moyens seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps dans les cas où l'avortement aurait eu lieu.

Alors qu'en matière criminelle, l'intention est réputée pour le fait et la tentative punie de la même peine que le crime, la tentative d'avortement n'est pas punie à cause de la difficulté qu'il y a à la prouver.

Malheureusement, en raison du perfectionnement de la technique des avorteurs, la provocation criminelle est le plus souvent presque impossible à prouver et presque toutes les poursuites intentées sont ou abandonnées et terminées par un non-lieu, ou bien, si elles sont poursuivies en cour d'assises, le

jury absout fréquemment les femmes qui y ont eu recours, car, le plus souvent, ce sont des malheureuses acculées à la misère qui se laissent prendre et leur pénible situation incline le jury à la pitié.

Nous trouvons sous la plume de M. Barthou, ministre de la Justice dans le dernier ministère, l'aveu suivant :

Dans tous les cas, il n'est pas contestable que l'excessive sévérité des peines rend la répression de plus en plus incertaine.

La statistique fournit à cet égard des indications probantes :

En 1903, sur 48 accusées, 32 ont été acquittées et sur les 16 condamnées, 2 seulement ont été punies de la réclusion.

En 1904, sur 49 accusées, 35 acquittements et 2 condamnations à la réclusion.

En 1905, sur 54 accusées, 38 acquittées et 3 condamnations seulement à la réclusion.

Mêmes proportions en 1906 et 1907 entre les acquittements et les condamnations. En 1908, enfin, sur 66 accusées, 53 ont été acquittées. Des 13 condamnées une seulement a été frappée de réclusion.

En tous cas, de 1903 à 1908, jamais les travaux forcés à perpétuité ou à temps n'ont été prononcés.

Le jury manifeste ainsi, d'une manière aussi nette que possible, son intention de ne plus voir appliquer, en cette matière, de peines criminelles ; et bien que l'admission de circonstances atténuantes permette à la cour de réduire, dans le cas du paragraphe 1 et 2

de l'article 317, la durée de l'emprisonnement à une année, l'éventualité de ce minimum n'empêche pas les verdicts négatifs d'intervenir dans une proportion significative.

Pareilles tendances se sont affirmées autrefois dans les verdicts du jury, en ce qui concerne l'infanticide, et devant la fréquence des acquittements, le législateur de 1901 a dû modifier dans le sens de l'atténuation les pénalités jusqu'alors édictées.

Aussi, pour permettre de réprimer ce crime, le ministre propose de correctionnaliser la répression de l'avortement et de diminuer les peines édictées par la loi.

Constatant, en outre, la propagande néo-malthusienne et l'impuissance de la loi à cet égard, il propose de chercher à l'interdire par des moyens nouveaux. Cette propagande, en effet, ne peut être atteinte que si elle présente le caractère d'outrage aux bonnes mœurs ; d'autre part, pour admettre la complicité morale et la provocation publique et suivie d'effet à une complicité criminelle, il faudrait prouver que de cette provocation est résulté un avortement spécial et la relation de cause à effet serait bien difficile à établir.

Pour toutes ces raisons, il a paru nécessaire de reprendre et de compléter l'article 317 du Code pénal, et le ministre de la Justice a présenté à la Chambre des députés un projet de loi ainsi conçu :

Article premier. — L'article 317 du Code pénal est modifié ainsi qu'il suit :

Quiconque par aliments, breuvages, médicaments, violences ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 francs à 3.000 francs.

Les mêmes peines seront prononcées contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à un emprisonnement de trois à cinq ans et à une amende de 500 francs à 5.000 francs, dans les cas où l'avortement aurait eu lieu.

Celui qui aura occasionné à autrui une maladie ou incapacité de travail personnel, en lui administrant volontairement, de quelque manière que ce soit, les substances qui sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 50 francs à 2.000 francs. Il pourra, de plus, être renvoyé sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et dix ans au plus.

Si la maladie ou l'incapacité du travail a duré plus de vingt jours, la peine sera celle de l'emprisonnement de un à cinq ans et de l'amende de 100 francs à 3.000 francs.

Si le coupable a commis le délit spécifié aux deux paragraphes ci-dessus envers un de ses ascendants, tels qu'ils sont désignés en l'article 312, il sera puni, en outre de l'amende déterminée au paragraphe précédent, au premier cas d'un emprisonnement de un an à cinq ans et au deuxième cas d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Art. 2. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 francs à 3.000 francs quiconque aura :

Par des discours proférés dans des lieux où réunions publiques ;

Par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, dessins, gravures, images, remèdes, instruments ou objets quelconques ;

Par leur distribution à domicile, par leur remise sous bande ou sous enveloppe non fermée à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport ;

Provoqué à l'avortement, que cette provocation ait été suivie ou non d'effet.

Art. 3. — Il est dérogé aux dispositions de l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 en ce qui concerne l'avortement.

La poursuite en vertu de l'article 2 de la présente loi aura lieu devant le tribunal correctionnel, conformément au droit commun et suivant les règles édictées par le Code d'instruction criminelle.

Art. 4. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux faits visés par le même article 2.

Comment va être accueillie par les Chambres cette nouvelle proposition de loi ? Elle donnera lieu, avant tout à des discussions que nous croyons devoir être assez âpres entre les partisans du malthusianisme et les repopulateurs, comme on les appelle. Nous verrons reproduire et commenter passionnément dans la presse les arguments malthusiens qui pénétreront

ainsi dans les milieux qu'ils n'avaient pu encore atteindre et ce sera pour eux une forme imprévue de propagande. On fera le procès de la société actuelle et il est douteux que ce projet de loi aboutisse tel quel.

En effet, on ne manquera pas de remarquer, et c'est, croyons-nous, une opinion très exacte, que les lois n'ont jamais transformé les mœurs et qu'au contraire elles sont impuissantes sur les mœurs qui ont des causes bien autrement profondes.

Il ne faut pas rechercher le remède exclusif dans la répression. La réglementation du commerce de l'herboristerie présenterait peut-être un intérêt, en empêchant la vente courante et facile des différents emménagogues; mais nous avons vu que ceux-ci sont de moins en moins employés.

On a proposé aussi de limiter le nombre des sages-femmes. Et nous devons reconnaître qu'un certain nombre de raisons plaideraient en faveur de cette idée. Les sages-femmes sont, à l'heure actuelle, en nombre trop considérable pour les besoins de la population, surtout à Paris où le nombre des accouchements faits trop libéralement par l'Assistance publique est grandissant et prive les sages-femmes de la clientèle des ouvriers et même de celle des petits bourgeois. Les gens aisés faisant, en majorité, appel aux médecins, la situation matérielle des sages-femmes devient pour la plupart problématique. Si nous considérons en outre que le recrutement des sages-femmes se fait dans les classes peu aisées, nous

comprendrons que, trop souvent, la misère où elles se trouvent réduites à leur sortie de l'école ait vite raison des belles résolutions de conduite honorable prises pendant leurs études. La tentation est journalière : nous connaissons plusieurs sages-femmes ; toutes nous ont dit que couramment elles étaient sollicitées de pratiquer des avortements, payés séance tenante.

Puis, chez ces femmes à l'instruction incomplète et sur beaucoup de points insuffisante et superficielle, qui, comme femmes, a-t-on dit, ne voient que l'écorce des choses, les théories malthusiennes ont beau jeu et celles qui les connaissent sont vite convaincues, car la sentimentalité et l'impulsivité féminines les empêchent de voir le danger qu'elles présentent et leur foncière immoralité. Aussi, beaucoup de sages-femmes pratiquent des avortements non pas poussées par la nécessité, mais aussi pour accomplir ce qu'elles considèrent comme un devoir de solidarité et d'émancipation féminine.

Nous avons entendu aussi parler d'un projet de loi qui interdirait aux sages-femmes de faire autre chose que des accouchements à terme et qui limiterait leur profession à l'acte purement obstétrical. On voudrait les empêcher de soigner et d'examiner les femmes enceintes avant leur septième ou leur huitième mois. Cela nous paraît complètement impossible, car quels seraient les moyens d'application de cette loi ? Comment une sage-femme, sans examen préalable, pourrait-elle savoir s'il lui est permis ou

non de soigner une femme qui se présenterait chez elle ? Et arriverait-on à empêcher, fût-ce au prix d'une suppression de cet ordre médical, les sages-femmes de pratiquer les avortements que les femmes décidées à se faire avorter (et nous avons vu combien pressantes étaient souvent les causes qui les y poussaient) iraient chez des matrones moins expertes peut-être au début, moins propres, et les accidents n'en seraient que plus redoutables !

Augmenter au contraire les capacités des sages-femmes, rendre l'accès de la profession plus difficile par des examens plus complexes et, qui demanderaient une instruction plus grande, allonger la durée des études et la porter à trois ans et, comme corollaire leur accorder le droit au forceps qu'elles réclament, depuis longtemps ? Ces mesures ne feraient que déplacer la misère et nous verrions les médecins déjà trop nombreux être tentés de faire eux aussi des avortements.

On a proposé de mettre l'avortement au nombre des maladies que la loi oblige le médecin à déclarer. Comment concilier cette déclaration avec le secret professionnel, ici encore plus qu'ailleurs ? Cette obligation du secret professionnel fait actuellement la base de protestations très vives d'une grande partie du corps médical contre la loi de 1902 et si l'on veut respecter le secret médical que tous considèrent comme intangible et absolu, il faudrait en décharger le médecin dans la déclaration, pour l'imposer aux seuls intéressés. Cela, en matière

d'avortement, nous paraît impossible à réaliser.

Le secret médical s'opposerait encore à l'inspection des maisons de santé qui ne peuvent être tenues de révéler la nature de la maladie de leurs pensionnaires. Cela a été longuement discuté au Conseil supérieur de l'Assistance publique, qui a conclu que, dans aucun cas, le médecin ou l'administration ne devaient se porter dénonciateurs.

D'ailleurs, toutes ces mesures n'apporteraient aucun remède aux différentes causes qui poussent à restreindre le nombre des naissances, par quelque moyen qu'on y arrive et laisseraient chaque individu aux avec ces prises tendances si répandues et si pressantes souvent.

Nous avons pu nous convaincre que bien souvent la mère comme la société ignorent leurs rôles réciproques et que sur la fille-mère qui se fait avorter, comme sur la collectivité qui condamne, pèsent d'égales responsabilités. Pour avoir le droit de la condamner, il ne faut pas que la fille-mère qui se fait avorter soit excusable de recourir à cette extrémité criminelle pour se protéger elle-même.

Les conditions vitales sont pour elle particulièrement douloureuses : la perspective de la misère pendant sa grossesse, de l'abandon le plus souvent, la tare qui la poursuivra toute sa vie ; enfin, si elle a le courage d'élever elle-même son enfant, la tâche formidable à assumer ; tout cela peut rentrer en ligne de compte et apporter à son acte criminel l'atténuation la plus grande.

Il faudrait encore élargir les lois d'assistance aux femmes enceintes et aux filles-mères ; faire appliquer la loi Engerand qui permet à la femme de se reposer au moment de ses couches, sans rompre le contrat de louage qui l'unit à son patron ; il faudrait voter la loi du repos des femmes enceintes ainsi que les mesures budgétaires qui leur permettent d'en user.

Il faut ouvrir, largement et partout, des asiles où toute femme enceinte peut demander son hospitalisation pendant la grossesse et les suites de couches. Il faut augmenter les subventions aux œuvres qui viennent en aide aux femmes à l'occasion de leur grossesse ou de leur allaitement, augmenter les secours dits d'abandon qui transforment la mère en nourrice rétribuée de son propre enfant ; enfin, par tous les moyens, rendre moins lourd et moins terrible l'avenir immédiat de la femme enceinte.

Il faudrait remédier à cette lacune de notre organisation sociale qui laisse à la mère abandonnée toute la charge de l'enfant qu'elle a conçu et admettre la recherche de la paternité. Le Sénat vient de voter en première lecture une loi qui modifie l'article 340 et autorise la recherche de la paternité sous certaines conditions. Espérons que bientôt, par un vote de la Chambre, cette loi deviendra rapidement applicable.

Dans toutes ces mesures protectrices, les enfants légitimes ne doivent pas non plus être oubliés et cette protection légale doit s'étendre aux parents mariés qui devraient avoir droit aux mêmes secours que les filles-mères. En outre, il est nécessaire de prévoir ici

les moyens d'assurer aux grandes familles le moyen de vivre sans trop pâtir de la misère.

C'est évidemment ici chose beaucoup plus ardue et les projets ont surgi par milliers : primes à la naissance des enfants, de plus en plus fortes d'après leur nombre ; pensions aux gens âgés de plus de soixante ans qui justifieraient d'une postérité nombreuse ; diminution des charges militaires ; avantages sur les moyens de transport, diminution sensible des impôts directs, suppression du système protectionniste qui fait supporter au consommateur un impôt indirect formidablement lourd pour le père de famille ; modification des lois successorales, tant dans la liberté absolue de tester qui permettrait la transmission de toute la fortune à un seul enfant, que dans le tarif des droits successoraux qui serait d'autant moindre que les parts seraient plus nombreuses ; avantages aux fonctionnaires pères de plusieurs enfants ; création de logements hygiéniques à bon marché abordables aux familles nombreuses. On a même proposé la création d'une décoration spéciale que porteraient les mères de nombreux enfants. (On appelle déjà, dans le peuple, la médaille qui récompense les vieux ouvriers restés trente ans dans la même maison : « la médaille des abrutis », que serait-ce pour celle-là !)

Comme contre-partie de ces divers projets de protection légale, on a fait d'autres propositions de charges nouvelles à imposer aux célibataires et aux ménages sans enfants : augmentation d'impôts, augmentation des obligations militaires, etc.

La proposition la plus récente qui résume la plupart des précédentes est celle du professeur Lannelongue.

Article premier. — Tout célibataire ayant atteint l'âge de vingt-neuf ans, sera soumis à des obligations militaires supplémentaires, dans la réserve de l'armée active et dans l'armée territoriale; les obligations ne prendront fin qu'à l'expiration des vingt-cinq années de service et seront indépendantes de deux périodes de manœuvres dans la réserve de l'armée active (21 jours et 14 jours) et de la période d'exercice de l'armée territoriale (7 jours) prescrits par la loi militaire actuelle.

Des règlements d'administration publique détermineront le mode d'exécution de ces obligations militaires spéciales.

Art. 2. — Nul ne pourra devenir ou rester fonctionnaire de l'État, du département ou des communes s'il n'est marié à vingt-cinq ans révolus.

Cette obligation n'est pas imposée aux fonctionnaires actuellement en service.

Les fonctionnaires veufs ou divorcés à l'âge de vingt-cinq ans sus-indiqués seront considérés comme mariés.

Les officiers et assimilés de tout ordre des armées de terre ou de mer (officier, sous-officier, soldat) sont dispensés de l'obligation ci-dessus imposée aux fonctionnaires civils. Tout fonctionnaire de l'État, des départements, des communes, marié, veuf ou divorcé, ayant au minimum à sa charge trois enfants vivants, bénéficiera pour chaque nouvel enfant d'avantages de carrière et d'avantages de retraite.

a) Avantages de carrière :

Au même degré de la hiérarchie et à mérite égal, une

majoration à déterminer par une cote numérique pour l'avancement au choix, cette cote étant proportionnelle à partir de trois.

Un supplément de solde de 200 francs par chacun des enfants vivants à partir de trois ; ce supplément ne sera pas donné lorsque les enfants pour lesquels il est accordé auront atteint l'âge de quinze ans révolus.

b) Avantages de retraite :

Une majoration de la pension de retraite égale à une somme de 100 francs pour chaque enfant vivant à partir de trois.

Art. 3. — Toute personne a la libre et entière disposition de ses biens. Toutes les dispositions relatives à la réserve et à la quantité disponible sont abrogées.

Malgré la bonne intention évidente qu'ont toutes ces propositions de lois dirigées contre les célibataires, n'oublions pas que nuptialité et repopulation ne sont pas synonymes et que le nombre d'enfants par ménage tend toujours à diminuer ; d'autre part, qu'il n'est pas intéressant au point de vue social de pousser à procréer tous les adultes, car, parmi eux, sont nombre de gens tarés qui mettraient au monde des enfants qui, du fait de leurs maladies héréditaires, seraient à charge à la nation.

En dernière analyse, l'intérêt personnel étant ici comme partout le grand facteur avec lequel il faut compter, le mobile de la plupart des actions humaines, il faut stimuler l'intérêt personnel et montrer que dans toutes les classes il y a intérêt à avoir des

enfants. Les bourses d'éducatons secondaires permettraient de flatter les parents en les aidant à faire parvenir à une situation plus enviable leurs nombreux enfants. Il faudrait enfin, pour modifier les mœurs actuelles qui restreignent les naissances, s'adresser particulièrement aux femmes, car comme l'a dit Montesquieu, les hommes font les lois, les femmes font les mœurs. Il faut leur démontrer que la restriction des naissances et l'avortement ne sont pas plus d'accord avec les lois de la nature qu'avec le Code pénal. Il faut lutter par tous les moyens contre la propagande néo-malthusienne si active. Il faut lutter contre le féminisme mal entendu qui s'étend.

Sans vouloir réduire le rôle de la femme à n'être « qu'un utérus qui pense », on peut dire que c'est la diminuer que de vouloir amoindrir sa tâche maternelle et lui donner la liberté de la maternité et de l'amour stérile. Il faut la persuader que diminuer ou supprimer (au prix de mille inconvénients) sa faculté de procréation est bien dangereux, car trop souvent on sera impuissant à la lui rendre au jour où l'instinct reprendra le dessus et où la femme aspirera de toutes ses forces à l'enfant jadis redouté.

Dans ce sens, nous croyons que le médecin, par son action personnelle, peut beaucoup, soit isolé, soit dans les réunions des diverses sociétés savantes et nous applaudissons aux conclusions qu'a votées, en 1908, la Société obstétricale de France, après discussion du rapport de M. Bossi de Gênes, à laquelle

prirent part M. Markowitch de Belgrade, M. Fabre de Lyon et nos maîtres MM. les professeurs Bar et Pinard, et que voici :

Après la lecture et la discussion du rapport du professeur Bossi (de Gênes) sur la prophylaxie de l'avortement criminel, ou les statistiques impressionnantes, publiées en France et à l'étranger sur la fréquence croissante de l'avortement, les enquêtes nombreuses et précises poursuivies par de nombreux gynécologues et corroborées par l'observation clinique des signes spéciaux et l'aveu facilement obtenu d'un certain nombre de malades ;

La Société obstétricale de France, réunie en Congrès International, considérant qu'elle n'a pas qualité pour prendre position au regard des dispositions édictées par le Code pénal français contre l'avortement criminellement provoqué ;

Qu'elle n'a pas d'avantage à se prononcer au point de vue social, moral ou religieux, mais que néanmoins elle ne saurait se dérober au devoir de faire entendre un cri d'alarme et un avertissement salutaire, adopte les conclusions suivantes :

Dans l'avortement criminellement provoqué, tel qu'il est observé, un fait est incontestable : la grande fréquence et l'extrême gravité des accidents consécutifs aux pratiques coupables, quelles que soient les précautions apportées à l'acte criminel et la technique employée.

Les statistiques établissent que :

Dans la grande majorité des cas, de longues et sérieuses maladies locales s'ensuivent.

Dans les deux tiers des cas environ, des affections très graves mettent la vie en péril et occasionnent une incapacité de travail allant de plusieurs mois à plusieurs années et une incapacité fonctionnelle définitive, les survivants restant infirmes.

Dans 5 o/o des cas, enfin, la mort qui respecte les accouchées normales à terme suit immédiatement ou à bref délai les pratiques abortives.

Désireuse en outre d'apporter sa contribution sociale contre un fléau qui, d'après les plus récentes statistiques des maternités des grandes villes, détruit prématurément le tiers environ des produits de la conception, la Société obstétricale de France décide la constitution d'un comité international permanent en vue de rechercher et d'étudier les mesures prophylactiques à proposer aux pouvoirs publics.

Ont été nommés comme membres de ce comité : MM. les professeurs Bar, Pinard, Ribemont (de Paris), Queirel (Marseille), Hergott (Nancy), Oui (Lille), Chambrelent (Bordeaux), Vallois (Montpellier), Audebert (Toulouse), Doléris (Paris), Fabre (Lyon), Brindeau (Paris), Freub (Amsterdam), Bossi (Gênes), Guzzoni (Messine), Keiffer (Bruxelles).

Bien que les pouvoirs de ce comité soient bien vagues, nous nous réjouissons que la Société obstétricale de France ait pris position de la question et ait voté des conclusions aussi nettes. Nous émettons l'idée que ces conclusions, en tout ou partie, modifiées ou non, pourraient être insérées dans les livrets de mariage et pourraient recevoir une publicité plus étendue et plus prolongée que la communication aux

différents journaux qui eut lieu au lendemain de leur vote.

Enfin, il serait aussi désirable que dans les milieux syndicalistes si entichés des idées néo-malthusiennes on fasse une propagande diamétralement opposée ; leur montrer que faire la grève des ventres n'est pas le moyen de devenir maître du patron et que si ceux-ci se voient forcés de payer leurs ouvriers à prix d'or, les ouvriers eux aussi verront tout augmenter. Ce ne serait pas augmenter la part de chacun au gâteau ou à l'assiette au beurre, mais diminuer le gâteau lui-même, car ce serait porter atteinte à la prospérité de la nation.

On peut leur montrer facilement aussi qu'en matière politique, le nombre est la force. Les bourgeois qui restreignent leurs naissances seront bientôt, par le suffrage universel, à la merci des prolétaires qui pourront dicter en maîtres des lois favorables à leur classe et le capital tombera de lui-même faute du nombre nécessaire à le soutenir. C'est par le nombre que le prolétaire a déjà conquis son droit à l'école gratuite, à l'égalité militaire, aux syndicats, aux paiements des accidents du travail, bientôt à celui des maladies professionnelles, aux retraites ouvrières, etc.

C'est là une propagande qui peut porter des fruits rapides et convaincre la femme du danger qu'elle court, l'homme des avantages qu'il peut retirer ; faire en un mot appel à l'égoïsme individuel peut concourir à l'établissement d'une moralité très haute et féconde en beaux résultats.

CONCLUSIONS

Parmi les facteurs de la dépopulation entre, pour une proportion difficile à établir, mais à coup sûr considérable, l'avortement criminellement provoqué.

La fréquence de cet acte croît rapidement sous l'influence des conditions sociales injustes qui frappent au moins autant les familles nombreuses que la mère isolée.

D'autre part, elle est encouragée par la propagande néo-malthusienne qui non seulement indique les moyens propres à éviter la conception, mais arrive à proclamer la légitimité de l'avortement.

Cette légitimité ne peut pas plus être soutenue au point de vue physiologique qu'au point de vue de la morale. Nous voyons souvent que, véritables crimes contre les individus à naître, les avortements sont souvent de véritables attentats à la vie de celles qui s'y soumettent et provoquent chez elles, dans la majorité des cas, des maladies graves et trop souvent la mort.

Aux grands dangers que fait courir, tant à la société qu'à l'individu, l'avortement criminel, on peut opposer de nombreux remèdes. Ici plus qu'ailleurs « il faut les appliquer tous, afin d'être sûr d'employer

celui qui sera efficace » (Jules Simon). Les mesures protectrices les plus actives sont les suivantes :

Provoquer des mesures protectrices de la femme enceinte, lui accorder des secours ou mieux lui reconnaître le droit à une indemnité, non seulement pendant la grossesse, mais encore après l'accouchement et pendant les premières années de l'enfant ;

Modifier les lois d'état civil : étendre le principe de la responsabilité paternelle et admettre la recherche de la paternité ; élargir les droits des enfants naturels ;

Modifier : 1° les lois fiscales pour décharger le père de famille si lourdement imposé indirectement ; 2° les lois de succession pour éviter la dissémination du bien de famille ;

Accorder des avantages sérieux aux enfants des familles nombreuses. Modifier, en les rendant plus efficaces, les articles du Code pénal qui punissent l'avortement et la provocation à l'avortement ;

Enfin et surtout, par une propagande antimalthusienne, chercher à modifier l'évolution actuelle et enseigner les dangers que font courir à la femme le fonctionnement anormal et incomplet de nos organes génitaux et surtout l'avortement provoqué.

Vu : le Président de la thèse,

P. BAR

Vu : le Doyen,
LANDOUZY

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, programme, comptes rendus.
- BAFFET. — La Dépopulation envisagée plus spécialement au point de vue obstétrical. Thèse Paris, 1903.
- BAR (P.). — Deux Questions obstétricales. Leçons faites à la maternité de l'hôpital Saint-Antoine, janvier 1902.
- BERGERET. — Des Fraudes dans l'accomplissement des fonctions génératrices. Paris, 1910.
- BERTILLON (G.). — L'Avortement au point de vue médico-social. Paris, 1910.
- BERTILLON (Jacques). — Le Problème de la dépopulation. Paris, 1897.
- BLONDEL. — Statistique personnelle de 100 cas d'avortements. Société d'Obstétrique de Paris, 1902.
- BOISSARD. — Avortements à la maternité de Tenon pendant le dernier trimestre 1906. Société d'Obstétrique de Paris, 1907.
- BONJEAN (L.). — Maternité, étude critique des Codes français. Paris, 1910.
- BONNET. — Dépopulation et repopulation. Thèse Paris, 1903.
- BOSSI. — Conséquences gynécologiques du Malthusianisme. Société obstétricale de France, 1905.
- Des Moyens de remédier à la fréquence de l'avortement criminel. Société obstétricale de France, 1908.

BRION. — Étude critique sur 530 cas d'avortement. Thèse, Paris, 1892-1893.

DOLÉRIS. — Statistiques sur l'avortement. Société d'Obstétrique, de Gynécologie et de Pédiatrie, 13 février 1905.

DROUINEAU. — De l'Avortement ; mesures à prendre (*Revue philanthropique*, 1907).

DUCHÊNE. — Avortements à la maternité de l'Hôtel-Dieu. Thèse, Paris, 1906.

ESCANDE. — Contribution à l'Étude clinique des avortements et en particulier des avortements criminels. Thèse, Paris, 1903.

FLAMBART. — Situation de la femme enceinte dans la société moderne. Thèse Paris, 1903.

GIDE. — Les Conséquences économiques de la dénatalité. Paris, 1910.

HARDY. — Moyens d'éviter la grossesse. Paris, chez l'auteur, sans date.

JAYLE. — Conférence à la Société de l'Internat, 27 octobre 1910.

KLOTZ FOREST. — De l'Avortement ; est-ce un crime ?

— La procréation volontaire suivie d'une enquête sur la prophylaxie anticonceptionnelle.

LACHAPELLE (M^{me}). — Pratique des accouchements. Paris, 1821.

LAMOUREUX. — Du Fœticide thérapeutique. Thèse, Paris, 1905.

LANNELONGUE. — Proposition de loi (*Revue de Puériculture*, juillet, 1910).

LEROY-ALLAIS (M^{me}). — Une Campagne criminelle. Paris, 1910.

LORCIN. — Mortalité et morbidité de la classe ouvrière à Paris. Thèse Paris, 1897.

LUTAUD. — La Dépopulation de la France. *Journal de Médecine de Paris*, 26 janvier 1902.

MALTHUS. — Essai sur le principe de population ; ou exposé des effets passés et présents de l'action de cette

cause sur le bonheur du genre humain, suivi de quelques recherches relatives à l'espérance de guérir ou d'adoucir les maux qu'elle entraîne.

— Traduit de l'anglais, par Pierre Prévost. Paris.

MARESTAN. — L'Éducation sexuelle. Éditions de la génération consciente. Paris, 1910.

MAUCLAIRE. — L'Épidémie permanente et progressive des avortements dans les services de chirurgie. *Tribune médicale*, 13 mai 1905.

MAYGRIER. — Traitement de l'avortement incomplet. Société obstétricale et gynécologique de Paris, juillet 1897.

— Le Fœticide thérapeutique devant la Société de Médecine légale de France. *Obstétrique*, 15 mai 1903.

— Pronostic et traitement de l'avortement criminel. Société obstétricale de France, 3 avril 1902.

MICHELET. — La Femme. Paris, 1860.

MANIN. — La Dépopulation, ses rapports avec les théories malthusiennes et l'avortement criminel. Thèse Paris, 1910.

NYSSOL. — Beaucoup ou peu d'enfants ? Conférence sur la loi de Malthus et le néo-malthusianisme. Dieppe, 1905.

PFEIFFER. — Essai d'une prophylaxie de l'avortement criminel. Thèse Paris, 1909.

PICHEVIN. — De l'Avortement criminel. *Semaine gynécologique*, 1903.

PINARD. — Du Fœticide. Leçon faite à la Clinique Baudelocque, le 21 novembre 1901.

— Discussion sur la prophylaxie anti-conceptionnelle, à la Société de Prophylaxie, 16 juin 1909.

PIOT. — La Dépopulation ; enquête personnelle sur la dépopulation en France. Documents, discours et rapports. Paris, 1902.

RENDU. — Proposition au conseil municipal (*Revue de puériculture*, octobre 1910).

- SERRE. — La Crise de la dépopulation (*Grande Revue*,
1^{er} novembre 1902).
- SIMON (Jules). — L'Ouvrière.
- STRAUSS. — Dépopulation et puériculture. Paris, 1901.
- TORNÉ. — Essai de diagnostic clinique et traitement des
avortements criminels. Thèse Paris, 1909.
- TREUB. — L'Avortement thérapeutique et la morale. Société
obstétricale de France, 1902.
- VIDAL. — Le Droit à l'avortement, essai de critique médicale
et sociale. Paris, 1908.
- VITOUN. — Le Droit d'être mère (*Presse Médicale*, 11 octobre
1902).
- ZOLA. — Fécondité. Paris, 1901.

